

L'Union européenne soutient le secteur du transport et les finances publiques au Burkina Faso

La Commission européenne a approuvé aujourd'hui deux programmes dans des secteurs clé du développement en faveur du Burkina Faso, pour un montant total de 81.2 millions d'euros. Il s'agit d'un appui sectoriel "Infrastructures et Transports" et du "Programme d'Appui au Renforcement de la Gestion des Finances Publiques et des Statistiques".

"Les programmes adoptés ce jour permettront d'impulser une dynamique nouvelle dans les domaines des transports et des finances publiques, qui constituent des secteurs essentiels pour le développement du pays et pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le développement.", a déclaré l'Ambassadeur Amos Tincani, Chef de la délégation de l'Union Européenne au Burkina Faso

Le premier programme, financé à hauteur de 71.2 millions EUR (46.6 milliards FCFA), vise à améliorer de manière durable le secteur routier et des transports burkinabés. Il s'agit de faire du Burkina Faso le véritable point focal des échanges sous-régionaux en Afrique de l'Ouest en facilitant les échanges nationaux et régionaux et en désenclavant le pays.

Le programme "**Infrastructures et transports**" se concentre sur quatre axes d'intervention:

1. L'amélioration de la rentabilité et la modernisation des flottes de transport routier de marchandises, par un meilleur accès au crédit.
2. Le renforcement des capacités et des outils du secteur public et privé, notamment par la lutte contre la surcharge des poids lourds et l'efficacité des transports.
3. Le financement du renforcement de la route Boromo – Sakoinzé, maillon du corridor Ghana - Burkina Faso - Mali située à la fois sur une importante voie d'approvisionnement du Mali, et sur le principal axe national du Burkina Faso: Ouagadougou – Bobo - Dioulasso.
4. L'initiation d'un soutien au secteur ferroviaire dans la perspective à terme, d'absorber l'excédent du fret routier.

Le second programme, financé à hauteur de 10 millions d'EUR (6,5 milliards de FCFA) a pour objectif de soutenir le gouvernement burkinabé dans la mise en œuvre de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCADD) en participant au renforcement de la gestion des finances publiques, à la production de statistiques fiables notamment dans les secteurs cruciaux pour la croissance et la réduction de la pauvreté.

Plus spécifiquement:

- **Pour la Gestion des Finances Publiques**, les objectifs sont d'appuyer le gouvernement dans ses efforts pour limiter les risques liés à la gestion financière, d'améliorer la collecte fiscale et d'améliorer l'efficacité des dépenses publiques. Le programme soutiendra plus spécifiquement le Ministère de l'Economie et des

Finances et deux des institutions supérieures de contrôle : la Cour des comptes et l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP).

- **Pour la statistique**, l'objectif est d'améliorer le fonctionnement du système statistique national, afin qu'il fournisse en temps voulu, des données fiables pour la formulation, le suivi et l'évaluation des politiques économiques et sociales du pays (SCADD, OMD, etc.). Pour ce faire, l'Union européenne appuiera le Conseil National de la Statistique.

Pour plus d'information, merci de contacter:

Délégation de l'Union Européenne au Burkina Faso
Arnaud Borchard, Conseiller, section Economie et secteurs sociaux
Marcello Mori, Conseiller, section infrastructures et transports
Delegation of the European Union
PhoneTel: +226 50 49 29 00
Fax: +226 50.49.29.99
Email: delegation-burkina-faso@ec.europa.eu
<http://ec.europa.eu/delegations/delbfa/>

